



Mémoire déposé  
à la Commission parlementaire de la culture et de l'éducation  
de l'Assemblée nationale du Québec sur le :

**Projet de loi n° 86 : Loi modifiant l'organisation et la  
gouvernance des commissions scolaires en vue de  
rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la  
présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la  
commission scolaire**

Présenté par le  
**Comité central des parents de la  
Commission scolaire Lester-B.-Pearson**

1925, avenue Brookdale, Dorval, Québec, Canada H9P 2Y7

[cpc-chair@lbpearson.ca](mailto:cpc-chair@lbpearson.ca)

514.799.5727

**le 15 février 2016**

au nom du  
Comité central des parents de la CSLBP,

---

Président – Comité central des parents de la  
Commission scolaire Lester-B.-Pearson  
Darren Kotania

**ENGLISH VERSION FOLLOWS**

*Le Comité central des parents de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson (ci-après appelée la CSLBP), qui est la plus grande commission scolaire anglophone du Québec et qui dispense ses services dans le secteur ouest de Montréal jusqu'à la frontière de l'Ontario, est formé de 20 parents de comités du primaire et du secondaire et du comité consultatif des services aux ÉHDAA, élus par leurs écoles, pour représenter les parents à la commission scolaire. Le Comité central des parents donne une voix aux parents d'environ 22 000 élèves qui fréquentent le secteur jeunes de la CSLBP. Nous ne sommes affiliés à aucun parti politique. Nous représentons les contribuables qui ont choisi d'inscrire leurs enfants à la CSLBP. À titre de représentants élus, nous croyons essentiel d'apporter nos commentaires à la consultation publique sur le projet de loi 86.*

## **Table des matières**

---

<a href="#"><u>Introduction</u></a>	<b>3</b>
<a href="#"><u>En faveur d'une représentation accrue des parents</u></a>	<b>3</b>
<a href="#"><u>Suggestions de modifications</u></a>	<b>4</b>
<a href="#"><u>Autres suggestions sur le rôle des commissaires-parents</u></a>	<b>8</b>
<a href="#"><u>Autres commentaires</u></a>	<b>8</b>
<a href="#"><u>Questions en suspens</u></a>	<b>9</b>
<a href="#"><u>Conclusion et prochaines étapes</u></a>	<b>10</b>

## **(I) Introduction**

Le Comité central des parents de la CSLBP a consulté les représentants élus des parents de conseils d'établissements, des présidents de conseils d'établissement et des représentants élus de parents du comité des services aux ÉHDAA pour rédiger le présent mémoire. Même s'il est impossible de représenter l'opinion de tous les parents, ce mémoire est représentatif de la majorité des commentaires que nous avons reçus.

Les parents sont d'importants acteurs au sein du réseau de l'éducation. Bien que nous soyons d'accord avec certaines parties de la loi proposée, nous croyons que des sections doivent être clarifiées par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR) et que d'autres doivent être modifiées avant l'adoption de la loi.

Le Comité central des parents de la CSLBP est heureux de participer au processus de consultation et de fournir au MEESR des commentaires utiles. Nous espérons que ces suggestions conduiront à la modification du projet de loi afin d'améliorer l'ensemble du réseau de l'éducation, ce qui, en fin de compte, augmentera la réussite scolaire.

À titre de représentants élus de tous les parents de la CSLBP, nous transmettons donc au MEESR les commentaires suivants sur le projet de loi 86.

---

## **(II) En faveur d'une représentation accrue des parents**

Nous sommes d'accord avec les intentions énoncées par le MEESR d'augmenter la représentation des parents dans tous les ordres d'enseignement. Nous sommes les principaux porte-parole de nos enfants et notre voix doit être clairement entendue et fortement représentée dans chacune des écoles, dans tous les comités pertinents de la commission scolaire et au conseil de la commission scolaire.

Bien que les parents étaient heureux que le nombre de commissaires-parents passe de deux à quatre lors de la dernière élection, en novembre 2014, et qu'un poste de commissaire-parent soit créé pour représenter spécifiquement les parents d'élèves ayant des besoins particuliers, nous pensons que le nombre et le rôle des commissaires-parents ne sont pas assez grands.

❖ **Par conséquent, nous sommes d'accord avec les propositions contenues dans le projet de loi 86 et qui consistent :**

- **À augmenter le nombre de commissaires-parents et à le faire passer de 4 à 6;**

- **À accorder le droit de vote aux commissaires-parents**
- **À exiger qu'un commissaire-parent occupe le poste de président ou de vice-président du conseil scolaire.**

Nous constatons toutefois que malgré l'augmentation du nombre de commissaires-parents, les parents ne bénéficient pas d'une représentation égale au conseil scolaire.

### **(III) Suggestion de modifications**

#### **1) Participation des commissaires-parents à des comités**

Nous avons remarqué que, dans le projet de loi, les commissaires-parents ont le droit de vote au conseil scolaire, mais qu'ils ne peuvent plus participer à un conseil d'établissement, à des comités de parents ni au comité consultatif des services aux ÉHDAA, le cas échéant.

Nous pensons que ce point a été ajouté au projet de loi pour réduire les conflits d'intérêts et éviter que les personnes qui font les recommandations exercent aussi des fonctions de prise de décision à un autre niveau. Une solution partielle à cette situation consisterait à revoir les règles de gestion interne des divers comités pour permettre aux commissaires-parents de continuer d'assister à ces réunions de comités afin de garder un lien direct avec les parents.

Toutefois, les parents sont d'avis que les possibles conflits d'intérêts ne doivent être éliminés que dans les comités décisionnels comme les conseils d'établissement et qu'ils sont absents des comités consultatifs.

- ❖ **Par conséquent, nous sommes d'accord avec la proposition contenue dans le projet de loi 86, à savoir :**
  - **Les commissaires-parents pourraient renoncer à leurs droits de vote dans les conseils d'établissement, car il s'agit d'organes décisionnels, mais devraient pouvoir continuer d'assister aux réunions.**
- ❖ **Nous recommandons donc que l'article 8 du projet de loi soit ainsi modifié :**
  - **Les commissaires-parents peuvent POURSUIVRE leur participation et conserver leur droit de vote dans les comités consultatifs (comités de parents, comité consultatif des services aux ÉHDAA).**

#### **2) Participation proposée au nouveau conseil scolaire et rémunération**

Tout comme le fait d'accorder à un commissaire-parent le droit de vote dans un conseil d'établissement risque de créer un conflit d'intérêts, le fait de pouvoir voter pour les membres du conseil scolaire qui sont des employés risque de les placer

dans un conflit d'intérêts.

Les parents conviennent qu'il sera utile de bénéficier du point de vue de deux directeurs d'école, d'un enseignant et d'un professionnel non enseignant au sein du conseil scolaire. Ils sont toutefois convaincus que ces membres ne devraient pas avoir le droit de vote.

Nous avons remarqué que la rémunération des membres du conseil n'est pas déterminée dans le projet de loi, mais que ce dernier semble indiquer que seuls des allocations de présence et des remboursements des dépenses minimaux sont prévus. La plupart de nos membres pensent que ces mesures sont inadéquates et qu'elles ne permettront pas d'attirer de candidats.

- ❖ **Par conséquent, nous recommandons de modifier les articles 39 et 52 du projet de loi 86 comme suit :**
  - **Les deux directeurs d'établissement d'enseignement, l'enseignant et le professionnel non enseignant sont des membres SANS DROIT DE VOTE du conseil scolaire.**
  - **La rémunération des membres du conseil scolaire doit être suffisante et normalisée partout au Québec.**

### **3) Membres du conseil scolaire provisoire (de transition)**

Nous avons relevé que, selon le projet de loi, l'actuel conseil des commissaires serait remplacé par un conseil provisoire (de transition) dans les 15 jours suivant la sanction du projet de loi. Les parents reconnaissent que, bien qu'il soit pratique courante dans le secteur privé de renvoyer immédiatement les employés dont le poste a été aboli, il serait avantageux dans le secteur public de garder en fonction au conseil provisoire un certain nombre de commissaires pour qu'ils travaillent avec les quatre commissaires-parents, le président du comité central des parents et les deux directeurs d'établissement scolaire afin d'assurer une transition en douceur jusqu'aux élections de novembre 2016.

- ❖ **Par conséquent, nous recommandons que les articles 183-185 du projet de loi 86 soient modifiés comme suit :**
  - **Le conseil scolaire provisoire (de transition) doit être composé des membres suivants : quatre commissaires-parents, le président du comité central des parents et deux directeurs d'établissement d'enseignement, comme il est indiqué dans le projet de loi, AINSI QUE de commissaires déjà en fonction.**
  - **Les deux directeurs d'établissement d'enseignement doivent être des membres SANS DROIT DE VOTE de ce conseil provisoire.**

#### **4) Représentants de la communauté**

Les représentants des parents de la CSLBP ont discuté en détail du processus proposé pour l'élection de représentants de la communauté. Une question sur la définition de la règle des 15 pour cent est formulée à la page 9 du présent mémoire. Ils ont discuté de la préoccupation de certains groupes au sujet du maintien des droits constitutionnels de la minorité anglophone dans les élections des gestionnaires de commissions scolaires. Ils ont souligné que le MEESR semble avoir proposé une solution de compromis en vertu de laquelle les parents des élèves du réseau participeront à l'élection de la majorité des membres du conseil scolaire [six commissaires-parents et six représentants de la communauté] tout en tentant de réduire les coûts des élections grâce au vote en ligne.

Ils ont constaté que le projet de loi 86 propose que tous les parents de la CSLBP soient consultés pour décider s'il faut tenir une élection générale afin de trouver six représentants de la communauté ou que ces membres soient élus par le comité de parents. Bien que cette formule vise à assurer que les parents d'enfants qui fréquentent le réseau de l'éducation aujourd'hui soient bien représentés, elle risque d'éliminer la représentation de l'électorat général si moins de 15 pour cent des parents désirent tenir une élection générale.

Il s'agit d'un sujet difficile et les opinions varient. Chaque parent doit en venir à sa conclusion personnelle. Par conséquent, le Comité central des parents ne communique donc pas de réaction spécifique sur cette question. Comme le MEESR acceptera les mémoires présentés par des personnes et par des groupes, nous encourageons tous ces derniers à participer au processus de consultation.

Cependant, en fonction des commentaires reçus des représentants des parents, le Comité central des parents de la CSLBP souhaite faire la recommandation suivante sur les critères relatifs à la candidature des représentants de la communauté :

❖ **Nous recommandons de modifier les articles 39 et 40 du projet de loi 86 comme suit :**

- **Peu importe le processus électoral qui sera adopté [élection générale ou élection par le comité de parents], les mêmes critères doivent s'appliquer à tous les candidats aux postes de représentants de la communauté :**
- **les six représentants de la communauté doivent être des résidents habitant sur le territoire de la commission scolaire;**
- **ne pas exiger que les candidats représentent quatre catégories.**

#### **5) Responsabilités accrues du ministère de l'Éducation**

Nous avons relevé dans le projet de loi que des responsabilités supplémentaires seront dévolues au ministère de l'Éducation. Les représentants des parents se sont dits inquiets que le MEESR puisse potentiellement et unilatéralement « prendre le

contrôle » des fonctions des commissions scolaires. Étant donné le taux élevé de réussite, les faibles coûts d'administration et l'historique de responsabilité en matière de finances de la CSLBP, la plupart de nos membres sont d'avis qu'elle ne nécessite pas cette forme d'intervention.

Toutefois, nos membres ont souligné que le projet de loi 86 a été élaboré pour toutes les commissions scolaires du Québec, et non pas spécifiquement pour la CSLBP. Dans certaines commissions scolaires, les taux de diplomation sont faibles, les déficits budgétaires sont grands et la gestion financière globale est mauvaise. Nous pouvons donc penser que le projet de loi 86 a été conçu pour permettre au MEESR de régler ces situations dans les commissions scolaires où existent ces problèmes.

L'intervention directe du MEESR pour corriger la mauvaise gestion financière dans certaines commissions scolaires pourrait être bénéfique, car nous espérons qu'elle donne lieu à un rééquilibrage des budgets pour que les commissions scolaires qui ont un rendement élevé puissent recevoir du financement supplémentaire. Toutefois, les parents ont exprimé avec vigueur que le MEESR ne devrait pas avoir l'autorité de transférer d'une commission scolaire à une autre des surplus réalisés.

Nous avons aussi remarqué que, en vertu de la version actuelle de la Loi sur l'instruction publique, le ministère peut décréter des modifications du territoire sans consultation ni autre processus spécifique, alors que le projet de loi 86 prévoit l'ajout de consultations sur les modifications territoriales.

De plus, au cours de l'année qui a précédé le dépôt du projet de loi 86, on prévoyait qu'un très grand nombre de petites commissions scolaires francophones devaient fusionner, mais rien de tel ne figure au projet de loi 86. En outre, on s'attendait à ce que le ministère nomme tous les membres du nouveau conseil scolaire, mais la loi 86 ne contient rien en ce sens.

Nous pensons par ailleurs qu'il est possible que le projet de loi donne lieu à un abus de pouvoir par le ministère et que des facteurs limitatifs doivent lui être imposés afin d'empêcher que cela se produise.

❖ **Par conséquent, nous recommandons de modifier divers articles de la loi 86 comme suit :**

- **Pour éviter des abus de pouvoir, définir des seuils qui serviront à établir des critères précis ou des limites à respecter avant que le ministère soit autorisé à exercer ces responsabilités accrues dans les écoles et les commissions scolaires. Par exemple, définir un pourcentage de dépassement de déficit budgétaire.**

---

#### **(IV) Autres suggestions sur le rôle des commissaires-parents**

Le Comité central des parents de la CSLBP souhaite ajouter les suggestions suivantes concernant le rôle des commissaires-parents :

- a) Pour assurer une continuité, il serait avantageux d'échelonner les mandats des commissaires-parents et d'établir un nombre maximal de renouvellements de mandats.
- b) Il faudrait songer à exiger des candidats au poste de commissaire-parent pour les élèves ayant des besoins particuliers au moins un an d'expérience comme représentant de parents, comme on l'exige des autres cinq commissaires-parents.
- c) La plupart de nos membres pensent que, bien qu'il serait souhaitable que les candidats possèdent plus d'un an d'expérience, une année est suffisante, pour encourager plus de candidats.
- d) Nous suggérons que les parents d'élèves ayant des besoins particuliers de la CSLBP se voient confier la responsabilité d'élire le commissaire-parent représentant ces enfants, possiblement lors de la réunion générale annuelle du comité consultatif des services aux ÉHDAA, au lieu de l'accorder au comité général de parents.
- e) Nous suggérons que le commissaire-parent soit membre du nouveau comité de répartition des ressources, avec la majorité des directeurs d'école.

---

#### **(V) Autres commentaires**

Le Comité central des parents de la CSLBP souhaite ajouter les commentaires suivants au sujet du projet de loi 86 :

- a) Nous avons remarqué que la responsabilité d'établir la liste électorale, qui relève actuellement du directeur général des élections, sera transférée aux commissions scolaires selon le projet de loi 86. De plus, toujours selon ce projet de loi, l'inscription d'un électeur dont l'enfant a obtenu un diplôme dans le réseau anglophone restera sur la liste électorale de cette commission scolaire sans avoir à faire une demande particulière pour demeurer sur la liste électorale anglophone, comme c'est le cas aujourd'hui.
- b) Nous avons aussi constaté qu'en vertu des nouveaux règlements sur la taxe contenus au projet de loi 86, les propriétaires dont les enfants ont terminé leurs études auprès d'une commission scolaire anglophone

continueront de payer la taxe scolaire à la même commission scolaire sans avoir à faire une demande pour demeurer inscrit sur la liste d'imposition de la commission scolaire anglophone, comme c'est le cas aujourd'hui.

Les parents de la CSLBP sont heureux de ces deux modifications proposées dans le projet de loi 86, car elles aideront le réseau des commissions scolaires anglophones.

- c) Nous avons relevé qu'en vertu du projet de loi 86, on exigera que les membres de tous les conseils d'établissement et du nouveau conseil scolaire reçoivent la formation adéquate. Les parents sont entièrement d'accord avec cet ajout à la loi et ne peuvent pas assez souligner l'importance de dispenser cette formation le plus tôt possible après l'élection des membres. De plus, la formation doit être normalisée pour assurer de la cohérence et comporter tous les aspects des responsabilités des membres, dont une formation financière.

## **(VI) Questions en suspens**

Le Comité central des parents de la CSLBP demande au MEESR de clarifier les points suivants du projet de loi :

- 1) Selon des citations relevées dans la presse, le nombre minimum de parents exigé pour pouvoir tenir une élection générale de représentants de la communauté est de 15 pour cent. Nous nous attendons toutefois à ce que le MEESR adopte un règlement pour établir officiellement ce nombre minimum.

**Question 1** : Comment ce nombre sera-t-il calculé? Par exemple, s'agira-t-il d'un vote par élève ou de deux votes par élève, ou encore d'une autre méthode? Il sera important de tenir compte des familles recomposées comptant plusieurs parents ou tuteurs.

- 2) **Question 2** : le projet de loi propose une nouvelle évaluation de tous les directeurs d'école. Quelles seront les conséquences d'une mauvaise évaluation? Le MEESR fournira-t-il un formulaire standard d'évaluation des directeurs d'école?

- 3) **Question 3** : L'utilisation de l'expression « comité de parents » dans l'ensemble du texte et, à l'article 40/153.6, de l'expression « comités régionaux de parents » semble indiquer que le comité régional de parents [plutôt que le comité central de parents] élirait les six commissaires-parents et les six représentants de la communauté dans le cas d'un résultat de scrutin de moins de 15 pour cent. Toutefois, l'utilisation de l'expression « comité de parents » dans le texte porte quelque peu à confusion et ce point devrait être clarifié.

---

## **(VII) Conclusion et prochaines étapes**

Le projet de loi 86 vise à rapprocher l'école des lieux de décision en accordant plus de responsabilités aux conseils scolaires, en créant le nouveau comité de répartition des ressources et en assurant une plus grande représentation des parents, et nous avons espoir qu'il conduira à une plus grande réussite scolaire des élèves.

Nous souhaitons toutefois rappeler au MEESR l'importance de revoir le processus d'allocation du budget aux commissions scolaires. Nous encourageons le Ministère à songer à récompenser les commissions scolaires qui obtiennent de bons résultats, sur la foi d'indicateurs de rendement positifs, pour que toutes les commissions scolaires, y compris la CSLBP, puissent continuer de dispenser aux élèves des services de premier ordre, des programmes novateurs et une éducation inclusive. Pour poursuivre sur la voie de la réussite, la CSLBP doit recevoir des allocations budgétaires supplémentaires dans des secteurs précis, dont ceux de l'intégration des élèves ayant des besoins particuliers à des classes régulières, des services d'aide professionnelle et du soutien supplémentaire ainsi que de la formation pour les enseignants.

Les parents de notre comité comptent travailler de concert avec le MEESR, dans un esprit de partenariat, et ils sont très heureux de pouvoir transmettre leurs commentaires sur le projet de loi 86.

Ce mémoire est présenté avec nos respects au nom du Comité central des parents de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson.

Président – CSLBP - CCP



Darren Kotania



A brief presented to the  
Parliamentary Committee of Culture and Education  
of the Québec National Assembly on:

**“Bill 86: An Act to modify the organization and  
governance of school boards to give schools a  
greater say in decision-making and ensure  
parents’ presence within each school boards’  
decision making body”**

Presented by

**Central Parents’ Committee of the  
Lester B. Pearson School Board**

1925 Brookdale Ave., Dorval, Quebec, Canada H9P 2Y7

[cpc-chair@lbpearson.ca](mailto:cpc-chair@lbpearson.ca)

514.799.5727

**February 15, 2016**

Respectfully submitted on behalf of the  
LBPSB Central Parents’ Committee,

---

Darren Kotania  
Chair – Lester B. Pearson School Board  
Central Parents’ Committee

*The Central Parents' Committee of the Lester B. Pearson School Board (henceforth referred to as LBPSB); the largest English school board in Quebec serving the west end of Montreal up to the Ontario border. We are comprised of 20 parents from Elementary, High School and Special Needs Advisory Committee who have been elected by their school communities to represent parents at the school board level. The Central Parents Committee represents the parents of approximately 22,000 students attending the youth sector of the LBPSB. We are not affiliated to any political party. We represent taxpayers who have chosen to send their children to LBPSB. As duly elected representatives we felt it essential to provide our input on the Bill 86 public consultation.*

## **Table of Contents**

---

<a href="#"><u>Introduction</u></a>	2
<a href="#"><u>Support for Increased Parent Representation</u></a>	2
<a href="#"><u>Suggested Amendments</u></a>	3, 4
<a href="#"><u>Additional Suggestions Regarding the Role of Parent Commissioners</u></a>	6
<a href="#"><u>Additional Comments</u></a>	7
<a href="#"><u>Outstanding Questions</u></a>	7
<a href="#"><u>Conclusion and Next Steps</u></a>	8

---

## **(I) Introduction**

The Central Parents' Committee of the Lester B. Pearson School Board (LBPSB) has consulted with the elected Parent Representatives on Governing Boards, Governing Board Chairs, and elected Parent Representatives from the Special Needs Advisory Committee in order to develop this Brief. While it would be impossible to represent the various views of all parents, this Brief is representative of the majority of feedback that we have received.

As parents, we are important stakeholders in the education system. While we support certain parts of the proposed Bill, there are sections that we believe require further clarification from the Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MEESR), and other sections that require modification prior to the adoption of the Bill.

The Central Parents' Committee of the LBPSB is pleased to participate in this consultation process, and provide meaningful feedback to the MEESR. It is our hope that these suggestions may lead to adjustments being made to the proposed Bill, with the aim of improving the overall education system, which will ultimately lead to increased student success.

In our role as elected representatives of all the parents within the LBPSB, we offer the following input to the MEESR in regards to the proposed Bill 86.

---

## **(II) Support for Increased Parent Representation**

As parents, we agree with the MEESR's stated intentions that there is a need to increase the representation of parents at all levels in education. As the primary advocates of our children, the voice of parents must be clearly heard and strongly represented at each individual school, at all pertinent school board committees, and at the School Board Council.

While parents were pleased with the increase in the number of Parent Commissioners from 2 to 4 at the last election in November 2014, as well as the establishment of a specific Parent Commissioner to represent the parents of students with special needs, we agree that the number and role of Parent Commissioners is still not sufficient.

### **❖ As such, we agree with Bill 86's proposal to:**

- **Increase the number of Parent Commissioners from 4 to 6;**
- **Provide Parent Commissioners with the right to vote**
- **Require a Parent Commissioner to act as either Chair or Vice**

## **Chair of the School Board Council.**

However, parents have noted that even with this increase in the number of Parent Commissioners, parents still do not have equal representation on the School Board Council.

### **(III) Suggested Amendments**

#### **1) Relationship of Parent Commissioners with Committees**

It was noted that the proposed Bill provides Parent Commissioners with the right to vote at the School Board Council, but removes their membership from Governing Board, Parents Committee(s) and the Special Needs Advisory Committee, as applicable.

We expect that this item in the Bill was likely put in place in order to minimize conflicts of interest, whereby the same people who make recommendations also hold a decision-making role at another level. A partial solution could be enacted whereby the various committees' Internal Rules of Management be revised in order to require Parent Commissioners to continue to attend these committee meetings, in order to maintain direct connection with the parent population.

However, parents are of the opinion that the conflict of interest need only be mitigated in decision-making committees such as Governing Boards, but need not be addressed in Advisory Committees.

- ❖ **As such, we agree with Bill 86's proposal that:**
  - **Parent Commissioners could give up voting rights on Governing Board, since these are decision-making bodies, but that they should continue to attend these meetings.**
  
- ❖ **As such, we recommend that s8 of Bill 86 be Amended so that:**
  - **Parent Commissioners should RETAIN their membership and voting rights in the advisory committees (Parent Committee(s), Special Needs Advisory Committee).**

#### **2) Proposed Membership and Remuneration of the New School Board Council**

Just as giving a Parent Commissioner the right to vote on Governing Board could potentially result in a conflict of interest, so too could School Board Council members who are employees of the school board be in a position of conflict of interest.

Parents generally agree that there is value in having the perspective of 2 Principals, a Teacher and a Non-Teaching Professional as members of the School Board Council. However, parents feel strongly that they should be non-voting members.

It was noted that the remuneration of Council members is largely undefined in the Bill,

but seems to indicate the intent to provide only minimal attendance and expense fees. It was generally felt that this is inappropriate, and may not lead to attracting candidates.

- ❖ **As such, we recommend that s39 and s52 of Bill 86 be Amended so that:**
  - **The 2 Principals, Teacher and Non-Teaching Professional should be NON-VOTING members of the School Board Council.**
  - **Remuneration of School Board Council members should be sufficient, and normalized throughout Quebec.**

### **3) Membership of the Provisional (Transition) Council**

It was noted that the proposed Bill would replace the current Council of Commissioners with a Provisional (Transition) Council within 15 days of adoption of the Bill. Parents recognize that while it is common practice in the private sector to immediately terminate employees who have been removed of their position, parents feel that it could be beneficial to maintain a certain number of the current Commissioners to work along with the 4 Parent Commissioners, Chair of Central Parents' Committee and 2 Principals in the Provisional Council to enable a smooth transition until the Nov 2016 elections.

- ❖ **As such, we recommend that s183-185 of Bill 86 be Amended so that:**
  - **The members of the Provisional (Transition) Council should be the 4 Parent Commissioners, Chair of the Central Parents' Committee, and 2 Principals as outlined in the proposed Bill, ALONG WITH a number of existing Commissioners.**
  - **The 2 Principals should be NON-VOTING members of this Provisional Council.**

### **4) Community Representatives**

The proposed election process for Community Representatives was discussed by LBPSB Parent Representatives in detail. A question related to the definition of the "15%" rule is listed on page 7 of this Brief. It was discussed that some groups are concerned with maintaining the Constitutional Rights of the English minority in the elections of school board officials. It was noted that the MEESR seems to have proposed a compromise solution, whereby the parents of students in the system participate in electing the majority of School Board Council members [6 Parent Commissioners and 6 Community Representatives], while attempting to reduce the costs of elections by permitting online voting.

It was noted that Bill 86 proposes that all parents within LBPSB be polled to decide whether or not a general election of 6 Community Representatives will take place, or, if these members will be elected by the Parents' Committee. While this approach

ensures that parents who have children in the education system today are well represented, it could potentially remove representation of the general electorate if less than 15% of the parents want a general election to take place.

This is a difficult topic, with ranging opinions, that requires each individual parent to come to their own personal conclusion. Thus, the Central Parents' Committee is not providing a specific response on this issue. It has been noted that the MEESR will accept Briefs from individuals as well as groups, and all are encouraged to participate in this consultation process.

However, based on the input received from Parent Representatives, the LBPSB Central Parents' Committee would like make the following recommendation relating specifically to the criteria for the candidature of the Community Representatives:

- ❖ **We recommend that s39-40 of Bill 86 be Amended so that:**
  - **Regardless of the election process followed [general election or election by the Parents' Committee], the same criteria should apply to all candidates for the positions of Community Representative:**
  - **All 6 of the Community Representatives should be residents living within the School Board territory;**
  - **The requirements for candidates to represent 4 "categories" should be removed.**

## **5) Increased Responsibilities of the Minister of Education**

It was noted that the proposed Bill provides a number of additional responsibilities to the Minister of Education. Concern was expressed by Parent Representatives that the MEESR could potentially unilaterally "take over" the functions of a school board. As noted by the LBPSB's high success rate, low administration costs and history of financial responsibility, it is generally felt that LBPSB should not require this form of intervention.

However, it was discussed that Bill 86 was developed for all School Boards throughout all of Quebec, not specifically LBPSB. Some school boards have low graduation rates, large budget deficits, and overall poor financial management, so it was suggested that Bill 86 has provided the MEESR with the ability to address these situations at problematic school boards.

It is expected that the direct implication of the MEESR to attempt to rectify any existing situations of poor financial management in some school boards could be beneficial, as it is hoped that this could result in re-balancing of budgets so that higher performing school boards could potentially receive additional funding. However, it was strongly expressed by the parents that the MEESR should not have the authority to transfer any school-level surplus from one school board to another.

It was also noted that the Minister can order changes to territories with the current version of the Education Act, without the need to follow any specific process or

consultation; Whereas, Bill 86 will add consultation for territory changes.

In addition, in the year prior to Bill 86 being deposited, a very large number of small Francophone School Boards were expected to merge, but Bill 86 has not done that. Similarly, it had been expected that the Minister would appoint all members of the new School Board Council, but Bill 86 has not done that either.

However, it was recognized that the possibility exists with the proposed Bill that there could be an abuse of power on the part of the Minister, and that limiting factors should be placed on the Minister in order to prevent such abuse of power.

❖ **As such, we recommend that various sections of Bill 86 be Amended so that:**

- **Specific “thresholds” be created in order to establish specific criteria or limits that have to be reached before the Minister is permitted to enact these increased responsibilities within schools or school boards, in order to prevent an abuse of power.**
- **For example, if budget deficits extend past a certain percentage.**

---

**(IV) Additional Suggestions Regarding the Role of Parent Commissioners**

The Central Parents' Committee of the LBPSB would like to offer the following additional suggestions regarding the role of the Parent Commissioners:

- a) It could be beneficial if Parent Commissioners would have staggered terms of office for continuity, and that a maximum number of renewal terms could be set.
- b) It should be considered that candidates for the position of Parent Commissioner for Special Needs should also require a minimum of 1 year of prior experience as a parent representative, as is required for the other 5 Parent Commissioners.
- c) While it would be desirable to have more than 1 year of experience, it was generally agreed that 1 year is sufficient, in order to encourage more candidates.
- d) It is suggested that the Parents of students with Special Needs within LBPSB should be given the responsibility of electing the Parent Commissioner for Special Needs, potentially during the Annual General Meeting of the Special Needs Advisory Committee, rather than by the general parents' committee.

- e) It is suggested that a Parent Commissioner should be a member of the new “Resource Allocation Committee”, along with the majority of school Principals.
- 

#### **(V) Additional Comments**

The Central Parents’ Committee of the LBPSB would like to offer the following additional comments regarding the proposed Bill 86.

- a) It was noted that the list of general electors is currently managed by the DGE (Directeur général des élections), however the proposed Bill 86 will transfer that responsibility to the school boards. In addition, under Bill 86, an elector whose child has graduated from the English system will continue to be listed on that school board’s voter’s list, without having to issue a specific request to remain on the English voters list, as is the case today.
- b) It was also noted that under the new Taxation rules proposed Bill 86, owners whose children graduate from the English school board will continue to pay school taxes to the same school board, without having to issue a specific request to remain on the taxation list for the English school board, as is the case today.

LBPSB Parents appreciate both of the above proposed changes in Bill 86, as they will support the English School Board system.

- c) It was noted that the proposed Bill 86 will require that members of every Governing Board and members of the new School Board Council receive appropriate training. Parents agree wholeheartedly with this addition to the law, and cannot emphasize enough the importance of providing this training as early as possible following the election of these members. In addition, training should be standardized in order to ensure consistency, and include all aspects of the members’ areas of responsibility, including financial training.

#### **(VI) Outstanding Questions**

The Central Parents’ Committee of the LBPSB requests clarification from the MEESR on the following points in the proposed Bill:

- 1) It was noted that the minimum number of parents required in order to have a general election of community representatives has been quoted as 15% in the press, however, the MEESR is expected to put forth a Regulation to officially establish the minimum number.

**Question 1:** How will that number be calculated? eg: will it be one vote per student, or 2 votes per student, or some other method? It will be important to consider blended families with multiple “parents” and/or guardians.

- 2) **Question 2:** The Bill proposes a new evaluation of every school principal. What will be the result of a negative evaluation? Will MEESR provide a standardized form for evaluating principals?
  
- 3) **Question 3:** The usage of the term “Parents Committee”, and in section 40/153.6 the term “Regional Parents Committee” seems to indicate that the Regional Parents Committee [rather than the Central Parents Committee] would elect the 6 Parent Commissioners, as well as the 6 Community Representatives in the event of a poll result of less than 15%. However, the usage of the term Parents Committee in the text is somewhat confusing, so this should be clarified.

---

## **(VII) Conclusions and Next Steps**

As Bill 86 promises to place decisions closer to the school level through increased responsibility of Governing Boards, the introduction of the new Resource Allocation Committee, and increased representation of parents, we remain hopeful that this Bill will ultimately lead to increased student success.

We must however remind the MEESR of the importance of reviewing the Budget Allocation process to school boards. We encourage the MEESR to consider rewarding successful school boards, as proven by positive performance indicators, so that school boards including the LBPSB can continue to offer leading-edge student services, innovative programs, and inclusive education. In order to continue to succeed, the LBPSB requires additional budget allocation in specific areas, including the integration of students with special needs into regular classrooms, professional support services, and additional supports and training for teachers.

As parents, we look forward to working with the MEESR in the spirit of partnership, and appreciate the opportunity to provide our feedback on the proposed Bill 86.

Respectfully submitted on behalf of the LBPSB Central Parents’ Committee,



Darren Kotania  
Chair – LBPSB - CPC